



RÉVOLUTIONNAIRES

Non à la répression, Soutenons les Palestiniens



«État d'Israël assassin, Sciences Po complice !» c'était un des slogans des étudiants de Sciences Po Paris, malgré l'interdiction d'un rassemblement de solidarité au peuple palestinien par la préfecture. Interdiction doublée d'un lock-out total de l'université. Mais pour l'instant, ni le lock-out, ni les nombreux camions de

CRS et motos de la Brav-M n'ont eu raison des étudiants dont Macron déplore le «séparatisme».

Plutôt que de s'indigner du génocide en cours à Gaza, Macron a choisi de déplorer une action pacifique qui a eu lieu à Sciences Po le 12 mars. Pendant quatre heures, un amphithéâtre a été occupé par une centaine d'étudiants, avec chants et drapeaux palestiniens. L'entrée n'a été refusée à aucune personne en raison de sa religion, ni même de ses opinions politiques supposées ou avérées. La seule étudiante qui s'est vu refuser l'accès le confirme dans son interview au Parisien. Les organisateurs ont temporairement refusé l'entrée à une personne « ayant par le passé filmé et affiché sur les réseaux sociaux des militant·e·s pro-palestiniennes », donnant lieu à des faits de harcèlement.

Procès médiatique

Dans les 24 heures, l'école a pourtant déclenché une enquête, Macron en a parlé en Conseil des ministres, BFM et tous les médias ont répercuté l'affaire, et le lendemain le Président envoyait Gabriel Attal sur place. À la suite de quoi ce dernier a déclenché l'article 40 du Code de procédure pénale, qui revient essentiellement à menacer les organisateurs de l'occupation de poursuites judiciaires.

Macron se dit « solidaire » dans ses tweets de ceux qui meurent sous les bombes à Rafah, mais il continue de soutenir l'État d'Israël, et en France, il continue de réprimer ceux qui s'opposent au génocide et dénoncent son hypocrisie.

Ce ne sont ni les enfants affamés à Gaza, ni les bombes qui ont fait plus de 30 000 morts qui mériteraient l'attention et l'indignation de nos dirigeants ?

Tant que le génocide continue, les étudiants de Sciences Po et d'ailleurs auront raison de le dénoncer.

15/03/2024

Le NPA sera bien présent aux élections européennes !

En juin se tiendront les élections européennes. Le NPA et son journal « Révolutionnaires » y seront présent en présentant une liste de travailleuses et travailleurs. Les élections ne changent pas la vie, mais nous permettent de partager à une large échelle l'idée qu'il est urgent d'en finir avec le capitalisme.

Notre liste défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et toutes les travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement : 400 euros de plus pour toutes et tous, pas de revenus inférieurs à 2000 euros ! Elle affirmera son opposition radicale à cette Europe « forteresse » hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, que tous les partis politiques au service de la bourgeoisie ont contribué à mettre en place depuis des décennies.

Ensemble, nos porte-paroles de campagne, Selma Labib (conductrice de bus), Gaël Quirante (postier licencié), Armelle Pertus (institutrice) et Damien Scali (aiguilleur) défendront une Europe des travailleurs.

Le capitalisme tue

En l'espace de quelques jours, deux de nos collègues sont morts au travail. Les accidents se sont produits lors du travail sur une rame au technicentre de Bischeim, et sur les voies à Dijon lors du passage d'un train. Ces drames nous touchent forcément et c'est aux familles et proches que nous pensons en premier.

Les cheminots ne connaissent que trop bien le genre de circonstances. La hausse de la pression sur les cadences, la désorganisation du travail à cause des politiques du « flux tendu » ou du « zéro stock » qui augmentent les risques, ou le sous-effectif qui conduit à faire plusieurs choses à la fois.

Tout cela, c'est au détriment de notre propre sécurité. Jamais un travailleur ne devrait mourir au boulot. En France, le nombre d'accidents et de morts au travail est en augmentation. C'est pourtant toujours les mêmes causes, bien connues, qui mènent à ces drames.

La course à la productivité, les horaires décalés et à rallonge, la pression des chefs...

C'est aux travailleurs et aux usagers du rail de décider de la qualité du service à produire et de sa mise en œuvre.

Du pognon, il y en a dans les poches du patronat ferroviaire

C'est la 3ème année de suite dans le vert pour le groupe SNCF. 1,3 milliards d'euros que nos patrons ne doivent qu'à l'exploitation incessante des cheminots qui n'en verront jamais la couleur.

Ici, la seule chose qui ruisselle c'est les suppressions de postes et les réorganisations.

C'est bien la preuve que même un groupe détenu à 100% par l'État se comportera toujours comme n'importe quelle boîte capitaliste dans un monde régi par le profit qui nous pique une partie de notre salaire !

Augmentation générale des salaires de 500 euros !

L'écologie pour les riches en région Centre

Mettre son vélo dans un train ter centre val de loire coûte 1 euro pour la réservation obligatoire par train emprunté.

Voici une mesure décidée par les élus de gauche du conseil régional l'an dernier qui

impacte les samedis dimanches et fêtes. C'est quoi cette gauche qui fait une politique du transport à la sauce capitaliste ?

Gratuité des transports en commun pour tous et toutes !

Nos congés ne sont pas à vendre

Avec les JO qui arrivent, la boîte nous incite à épargner nos congés, donc à nous les faire payer plutôt qu'à les poser.

Mais nos jours de congés, c'est pour nous reposer et profiter de la vie en dehors du boulot !

Si la boîte n'est pas en mesure de nous accorder tous nos jours à la fin de l'année, elle n'a qu'à embaucher plus d'agents ! Et si on a besoin d'argent pour terminer le mois, ce sont des augmentations de salaire qu'il nous faut, pas du travail supplémentaire !

Contrôleurs et aiguilleurs en grève : aller vers la jonction !

Plus de 70% des contrôleurs en région Centre Val de Loire comme ailleurs étaient en grève les 17 et 18 février. Des aiguilleurs aussi ont arrêté le travail, mais sur un temps différent. Tous exigent de l'embauche de jeunes et des augmentations de salaires.

Faire grève pour embaucher, c'est aussi se battre pour les autres en permettant de sortir des jeunes du chômage. Faire grève pour des augmentations de salaires, c'est juste prendre sur les profits croissants de la SNCF (1,3 milliards d'euros en 2023) pour qu'ils bouclent leurs fins de mois. Dommage qu'à l'approche des élections professionnelles, chacun semble vouloir faire des démonstrations de son côté, plutôt que de préparer dès maintenant une riposte à plus grande échelle.

Les pannes et les retards sont prévisibles!

Le 19 mars à 20h30, une grande partie des trains sur l'axe Paris Austerlitz Orléans étaient supprimés ou immobilisés avec des usagers se baladant dans les voies ! La cause annoncée par la direction : une panne d'aiguillage à Choisy le Roi.

Avec les coupes budgétaires, les maintenances des voies et des trains sont de plus en plus espacées accentuant les accidents !

Il faut un haut niveau de confort, de ponctualité dans nos trains et de sécurité dans nos infrastructures !